Propos liminaires

Réunion de Rentrée 2025

À l'attention de Monsieur le Recteur

Introduction

Monsieur le Recteur,

Nous vous souhaitons une rentrée aussi sereine que possible. Nous adressons également nos salutations à l'ensemble des collègues personnels de direction, chefs et adjoints, avec une pensée particulière :

- Pour celles et ceux qui découvrent notre académie,
- Pour celles et ceux qui entament leur première rentrée en tant que stagiaires,
- Et surtout pour nos collègues absents aujourd'hui pour raisons de santé — souvent liées aux conditions de travail, ce qui en dit long sur l'état de notre profession.

Chaque rentrée, l'écart se creuse entre le discours d'intention, ses promesses républicaines, et les moyens qui y sont associés. Chaque année, nos conditions d'exercice se dégradent.

L'espoir, c'est sans doute ce qui permet encore aux personnels de direction de tenir malgré tout. Il faut aujourd'hui une bonne dose d'idéalisme — ou d'abnégation — pour continuer à croire qu'il est encore possible d'exercer notre métier dignement, avec sens et efficacité.

En cette rentrée 2025, la question n'est plus *« Que faut-il faire ? »* mais bien *« Comment le faire ? »* et surtout *« Avec quoi ? »*

L'heure n'est plus à l'attente mais à l'alerte

Le **Projet de Loi de Finances 2026** annonce une nouvelle salve de mesures d'austérité :

- Gel du point d'indice pour la troisième année consécutive,
- Suppression de deux jours fériés,
- Réduction du nombre de fonctionnaires, qui touchera nécessairement l'Éducation nationale.

Une fois encore, les personnels de direction seront en première ligne pour gérer l'absence de remplaçants et pour maintenir les établissements à bout de bras, au mépris de leur santé.

Depuis des années, ID-FO demande la **création de brigades de remplacement** pour les personnels de direction. Nous avions obtenu l'adoption du principe en F3SCT-M en novembre 2023. Pourtant, aucun poste n'a été créé en 2025.
Combien faudra-t-il encore de burn-outs pour que les décideurs réagissent ?

Une promesse républicaine sans moyens

La **circulaire de rentrée 2025** affiche une ambition : *« tenir la promesse républicaine de l'École ».*

Mais comment élever le niveau général et garantir l'égalité des chances **sans moyens** ?

Ce catalogue de mesures supplémentaires, aussi vertueuses soient-elles sur le papier, ne pourra se traduire dans la réalité qu'au prix de notre épuisement.

Stop à l'inflation bureaucratique

ID-FO s'oppose fermement à la multiplication des questionnaires, enquêtes et autres sollicitations qui éloignent les personnels de leur cœur de mission.

Nous exigeons :

- Un **plan d'urgence** pour l'écoute et l'accompagnement des élèves,
- L'abandon **des évaluations d'établissements**, dispositifs chronophages, jamais évalués et sans valeur ajoutée démontrée.

Le plan Avenir : un doute légitime

Nous ne contestons pas les intentions affichées. Mais quelles déclinaisons concrètes ? Quelles garanties contre une nouvelle étape vers la **territorialisation** de l'Éducation nationale ?

La plateforme annoncée laisse craindre une énième expérimentation numérique précaire.

Jusqu'où ira-t-on pour faire tenir un système aussi fragilisé ? Jusqu'à quand ? Et à quel coût humain ?

Sûrement pas au prix d'une véritable revalorisation. Le **mirage du RIFSEEP**, que seul ID-FO a dénoncé comme une opération de communication, a montré sa véritable nature : quelques euros de plus sur les fiches de paie.

Le vrai coût est donc **humain** : démotivation, perte de sens, burn-out, voire départs précipités de collègues épuisés.

Deux alertes urgentes

1. **Interdiction de fumer aux abords des établissements**
   Qui contrôle ? Avec quels moyens ? ID-FO dénonce une injonction supplémentaire impossible à mettre en œuvre.

2. **Remontées RCD**
   Nous avons saisi le ministère sur un projet inacceptable qui exposerait les personnels de direction à des risques graves.
   La stratégie numérique 2023-2027 franchit une ligne rouge : rendre accessibles des données nominatives à des « acteurs habilités ».
   Nous demandons des garanties immédiates. En attendant, nous appelons les collègues à **ne cocher aucune case** susceptible de déclencher une remontée de données nominatives.

Conclusion

Monsieur le Recteur,

Nous ne pratiquons pas la contestation pour la forme. Notre lucidité est une **marque de loyauté** envers l'École de la République.

Nous défendons :

- Une certaine idée du service public,
- Un engagement au service de tous les élèves,
- Un attachement sincère aux valeurs de **liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité**.

Mais sans moyens, tout cela n'est que fiction.

Nous vous demandons donc de faire remonter à Madame la Ministre ce message clair et sans équivoque :
☞ **Les cadres de terrain n'en peuvent plus de devoir faire l'impossible. Il est temps de leur donner les moyens d'exercer réellement leurs missions.**

Une enquête pour objectiver nos alertes

Pour **assurer la véracité de nos alertes**, ID-FO Amiens lancera **une enquête sur les conditions de travail** auprès des personnels de direction.

Nous demandons à chacun d'entre nous d'y répondre : elle constituera le **fondement incontestable de nos alertes** et permettra de soutenir nos revendications avec des données objectives.

Nous vous remercions de votre attention et espérons que notre alerte sera pleinement entendue.